



NOTE DE TRAVAIL

COMITÉ JURIDIQUE — 38^e SESSION

(Réunion virtuelle, 22 – 25 mars 2022)

Point 4 : Modifications du Règlement intérieur du Comité juridique

MODIFICATIONS DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

(Note présentée par le Secrétariat)

1. INTRODUCTION

1.1 L'alinéa a) de la Règle 47 du *Règlement intérieur du Comité juridique* (Doc 7669-LC/139/6) (*Règlement intérieur*) stipule : « Sous réserve des dispositions de sa Constitution, le Comité peut au cours de toute session apporter à son Règlement les amendements considérés comme nécessaires ou appropriés. »

2. MODIFICATIONS DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR RELATIVES À L'UTILISATION DE FORMULATIONS NE FAISANT PAS DE DISTINCTIONS ENTRE LES SEXES

2.1 À la septième séance de sa 222^e session, le 5 mars 2021, le Conseil a adopté à l'unanimité la Déclaration sur une meilleure représentation des sexes dans les organes directeurs et techniques de l'OACI et s'est engagé à œuvrer avec le Secrétariat pour répertorier dans les politiques et autres documents officiels existants de l'OACI les formulations discriminatoires quant au sexe ou entachées de préjugés et les en éliminer (voir C-DEC 222/7). En conséquence, le Secrétariat a passé en revue le Règlement intérieur pour y remplacer les formulations discriminatoires quant au sexe par des formulations neutres.

2.2 À la lumière de ce qui précède, le Comité est invité à envisager de modifier le Règlement intérieur de façon qu'y soient utilisées des formulations ne faisant pas de distinctions entre les sexes.

3. MODIFICATIONS DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR EN VUE DE PRÉVOIR LA TENUE DE SESSIONS ET DE RÉUNIONS EN MODE VIRTUEL INTÉGRAL

3.1 En raison de la pandémie de COVID-19, la plupart des réunions de l'OACI, y compris les séances du Conseil, se sont tenues, par nécessité, en mode virtuel intégral. Le Comité souhaitera peut-être envisager de modifier les Règles 3, 14 et 15 du Règlement intérieur de façon à prévoir explicitement la possibilité que ses sessions, ainsi que les réunions de ses sous-comités et groupes de travail, se tiennent, à titre exceptionnel, en mode virtuel intégral.

4. **DÉCISION DU COMITÉ JURIDIQUE**

4.1 Le Comité juridique est invité à :

- a) prendre acte de la présente note de travail ;
- b) déterminer s'il convient de modifier son Règlement intérieur, comme il est indiqué aux paragraphes 2 et 3 ;
- c) examiner et envisager les propositions de modifications du Règlement intérieur présentées en **appendice**.

APPENDICE

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

SECTION I — SESSIONS

Règle 1

Sessions ordinaires

Le Comité tient normalement une session annuelle. Des sessions additionnelles peuvent être tenues, s'il y a lieu.

Règle 2

Sessions spéciales

Des sessions spéciales peuvent être convoquées à l'initiative du Conseil ou de l'Assemblée afin de donner des avis juridiques, de présenter des recommandations et des rapports, selon le cas, sur des matières énumérées aux paragraphes 2 a), b) et c) de la Constitution du Comité juridique et présentant un caractère d'urgence.

Règle 3

Lieu et dates des sessions

Les sessions du Comité sont convoquées aux lieux et dates fixés ou approuvés par le Conseil. À titre exceptionnel, elles peuvent être convoquées par le Conseil en mode virtuel.

SECTION II — COMPOSITION

Règle 4

Représentation des États

Le Comité juridique est composé d'experts et d'expertes juridiques désignés par les États contractants comme leurs représentants. Chacun de ces États notifie au Secrétaire général ou à la Secrétaire générale de l'Organisation le ou les noms du ou des membres ainsi désignés. Nul ne peut représenter plus d'un État.

Règle 5*Observateurs ou observatrices*

Les États non contractants et les organisations internationales dûment autorisés par le Conseil peuvent être représentés aux sessions du Comité par un ou plusieurs observateurs ou observatrices.

SECTION III — BUREAU

Règle 6*Présidence et Vice-présidence*

- a) Le Comité élit toutes les deux sessions, à la fin de la seconde, un président ou une présidente ainsi que les premier, deuxième, troisième et quatrième vice-présidents ou vice-présidentes, parmi les représentants des États. Les membres du bureau resteront en fonction depuis le moment de clôture de la session à laquelle ils ou elles ont été élus jusqu'à la fin de la session à laquelle leurs les candidats ou candidates à leur succession successeurs auront été dûment élu(e)s. Sous réserve de l'alinéa d) de la présente règle, ~~ils~~ les membres ne seront pas immédiatement rééligibles aux mêmes fonctions.
- b) Lorsque le poste du président ou de la présidente ou un poste de la vice-présidence devient vacant en cours de mandat, le prochain vice-président ou la prochaine vice-présidente dans la hiérarchie accède automatiquement au poste vacant pour le reste de ce mandat.
- c) Lorsqu'un poste de vice-président ou de vice-présidente devenu vacant en cours de mandat ne peut pas être pourvu de la manière stipulée à l'alinéa b) de la présente règle, à la fin de la première session suivant la vacance, le Comité élit, parmi les représentants des États, un vice-président ou une vice-présidente qui occupera le poste vacant pour le reste du mandat.
- d) Les personnes siégeant en qualité de membres du bureau pour le reste d'un mandat, comme le prévoient les alinéas b) et c) de la présente règle, ne peuvent être privées du droit d'être rééligibles aux mêmes fonctions pour le prochain mandat, à condition qu'en aucun cas, une personne assurant la présidence pendant deux sessions consécutives du mandat en cours ne soit immédiatement rééligible aux mêmes fonctions.

Règle 7*Absence des membres du bureau*

En cas d'empêchement ~~de~~ de la présidence et des la vice-présidences, il sera procédé à l'élection d'un président ou d'une présidente intérimaire, qui restera en fonction jusqu'à ce que l'un des membres du bureau puisse à nouveau assumer la présidence.

SECTION IV — PROGRAMME DE TRAVAIL
ET ORDRE DU JOUR**Règle 8***Établissement et mise à jour du programme de travail*

Le Comité établit et met à jour, sous réserve de l'approbation du Conseil, un programme de travail qui comprend tous les sujets proposés par le Comité lui-même. Le programme de travail peut aussi comprendre des sujets proposés par les États contractants ou organisations internationales représentés aux sessions du Comité. Il comprend également toutes les questions proposées par l'Assemblée ou le Conseil.

Règle 9*Établissement de listes de sujets*

- a) À chaque session, le Comité, prenant en considération les besoins de l'aviation civile internationale, tenant compte du degré de préparation des questions figurant à son programme, établit les deux listes suivantes :
 - i) sujets à mettre à l'ordre du jour de la prochaine session du Comité pour examen immédiat ;
 - ii) sujets qui doivent être étudiés et faire l'objet d'un rapport en vue de leur examen ultérieur par le Comité.
- b) Les sujets seront placés sur les listes dans un ordre de priorité à déterminer dans la mesure du possible, suivant les instructions ou les recommandations faites par l'Assemblée ou le Conseil de l'Organisation.

Règle 10*Ordre du jour provisoire*

- a) À la fin de chaque session, le Comité établit un ordre du jour provisoire pour la prochaine session.
- b) La présidence du Comité peut ajouter à l'ordre du jour provisoire toutes autres questions qu'elle juge nécessaires.
- c) L'ordre du jour provisoire doit être approuvé par le Conseil.
- d) L'ordre du jour proposé doit être distribué au moins quatre mois avant la session.
- e) En cas de convocation d'une session spéciale, en conformité de la Règle 2, l'ordre du jour proposé est distribué, dans la mesure du possible, deux mois au moins avant la session.

- f) La documentation appropriée doit être distribuée avec l'ordre du jour proposé ou aussitôt que possible après.

Règle 11

Ordre du jour définitif

- a) Le Comité fixe l'ordre du jour définitif de chaque session lors de la première séance.
- b) Le Comité peut, au cours d'une session, modifier l'ordre des questions figurant à son ordre du jour dans l'intérêt d'une meilleure conduite de ses travaux.
- c) Des questions additionnelles peuvent en tout temps être mises à l'ordre du jour sous réserve de l'approbation du Conseil.

SECTION V — SOUS-COMITÉS ET RAPPORTEURS OU RAPPORTEUSES

Règle 12

Établissement de sous-comités

- a) Le Comité peut établir, sur une base permanente ou temporaire, les sous-comités jugés nécessaires pour l'exécution de ses travaux.
- b) Si la présidente du Comité l'estime nécessaire, elle peut, entre deux sessions, établir un sous-comité spécial et en désigner les membres qui restent en fonction jusqu'à la prochaine session du Comité.
- c) Chaque sous-comité est chargé de traiter une seule question ou un groupe de questions connexes.

Règle 13

Nomination des membres

- a) Les membres de chaque sous-comité sont nommés par le Comité. En cas de vacance entre deux sessions parmi les membres d'un sous-comité, la présidente du Comité ou, à son défaut, la présidente du sous-comité intéressé, peut pourvoir à cette vacance. Les membres des sous-comités nommés entre deux sessions restent en fonction jusqu'à la session suivante.
- b) Les présidents ou vice-présidentes et les vice-présidents ou vice-présidentes du Comité, ainsi que le président sortant ou la présidente sortante, sont d'office membres de chaque sous-comité.

Règle 14*Lieu et date des réunions de sous-comités*

Les sous-comités tiennent leurs réunions, soit en liaison avec la session du Comité, soit, sous réserve de l'approbation du Conseil, en tels autres lieux et à telles autres dates que le Comité ou sous-comité peut fixer. Les réunions des sous-comités peuvent, à titre exceptionnel, être convoquées en mode virtuel, sous réserve de l'approbation du Conseil.

Règle 15*Groupes de travail*

Le Comité et les sous-comités peuvent créer des groupes de travail. Ces groupes de travail peuvent, à titre exceptionnel, tenir leurs réunions en mode virtuel.

Règle 16*Présidence*

Chaque sous-comité ou groupe de travail élit son président ou sa présidente et organise ses réunions après consultation, dans la mesure du possible, du président ou de la présidente du Comité.

Règle 17*Rapporteurs ou rapporteuses*

Une rapporteuse ou Un rapporteur peut être nommé par le Comité ou un sous-comité pour toute question à l'étude. Si la présidente du Comité estime qu'il est nécessaire, entre deux sessions, de nommer un rapporteur ou une rapporteuse pour une étude spéciale, elle peut nommer un rapporteur ou une rapporteuse qui reste en fonction jusqu'à la prochaine session du Comité.

Règle 18*Procédure*

Le Comité, ou, s'il ne le fait pas, le sous-comité chargé de l'étude d'un sujet, fixe la procédure la plus appropriée pour cette étude.

Règle 19*Examen des requêtes*

- a) Les questions renvoyées au Comité par l'Assemblée ou le Conseil et reçues par le Comité pendant une session sont examinées par le Comité au cours de cette session.

- b) Les questions renvoyées au Comité lorsqu'il n'est pas en session peuvent être renvoyées par le président ou la présidente à un sous-comité existant traitant de la même question générale ou, autrement, à un sous-comité spécial établi conformément à la Règle 12 ci-dessus ou à une rapporteuse ou à un rapporteur nommé conformément à la Règle 17 ci-dessus. Le sous-comité ou le rapporteur ou la rapporteuse fait rapport à la prochaine session du Comité.

SECTION VI — SECRÉTARIAT

Règle 20

Secrétariat

Les membres du Secrétariat de l'Organisation désignés à cet effet par le Secrétaire général ou la Secrétaire générale de l'Organisation constituent le Secrétariat du Comité et de ses sous-comités.

SECTION VII — CONDUITE DES DÉBATS

Règle 21

Séances publiques et privées

Les séances du Comité sont ouvertes au public, à moins que le Comité ne décide de tenir une séance privée. Sauf décision contraire du sous-comité ou du groupe de travail intéressé, les séances des sous-comités et groupes de travail ne sont pas ouvertes au public.

Règle 22

Participation des observateurs ou observatrices

Les observateurs ou observatrices peuvent participer sans droit de vote aux débats lors des séances publiques du Comité. En ce qui concerne les séances privées, des observatrices ou observateurs peuvent être invités par le Comité à y assister et à être entendus.

Règle 23

Représentation de l'Organisation des Nations Unies

Nonobstant les règles du présent Règlement, les observateurs ou observatrices de l'Organisation des Nations Unies peuvent assister aux séances du Comité et de ses sous-comités et groupes de travail et participer, sans droit de vote, à leurs délibérations.

Règle 24

Participation aux travaux des sous-comités et groupes de travail

Les **représentantes ou représentants** des États qui ne sont pas représentés au sein d'un sous-comité ou groupe de travail et les observateurs **ou observatrices** peuvent assister à ses séances et y être entendus s'ils sont invités par le sous-comité ou groupe de travail intéressé.

Règle 25

Quorum

La majorité simple des États contractants représentés à une session et dont les représentants **ou représentantes** n'ont pas notifié leur départ ~~au~~ à la personne désignée secrétaire constitue le quorum.

Règle 26

Pouvoirs des présidents ou présidentes

Les présidents **ou présidentes** du Comité, des sous-comités et groupes de travail ouvrent et lèvent chaque séance, dirigent les débats, assurent l'application du présent Règlement, donnent la parole aux orateurs **ou oratrices**, mettent les questions aux voix et proclament les décisions. Ils **ou elles** statuent sur les questions d'ordre et, sous réserve des dispositions du présent Règlement, règlent entièrement les délibérations de l'organe qu'ils **ou elles** président et maintiennent l'ordre au cours de ses séances.

Règle 27

Orateurs ou oratrices

- a) Le **a** président**ce** donne la parole aux **oratrices ou aux orateurs** dans l'ordre dans lequel ils ont fait connaître leur désir de prendre la parole ; **elle** peut rappeler à l'ordre un orateur **ou une oratrice** dont les propos sont étrangers à l'objet du débat.
- b) En général la parole ne devrait pas être donnée une seconde fois à un représentant **ou à une représentante** sur une question quelconque sauf pour une explication, avant que tous les autres représentants désirant parler n'aient pu le faire.

Règle 28

Priorité

Aux séances du Comité, priorité peut être accordée par le président **ou la présidente** au président **ou à la présidente** d'un sous-comité ou groupe de travail ou à un rapporteur **ou une rapporteuse** au cours du débat sur les questions ~~par eux~~ que ces personnes auront rapportées.

Règle 28A*Textes préparés par les sous-comités*

Lorsque le texte d'un projet de convention a été rédigé par un sous-comité et présenté au Comité et à moins que le Comité n'en décide autrement à la majorité des deux tiers :

- a) ce texte sera le texte de base pour les débats du Comité ;
- b) toutes propositions relatives à ce texte seront présentées sous la forme d'amendements à ce texte.

Règle 29*Questions d'ordre*

Au cours du débat sur une question, une représentante ou un représentant peut, à tout moment, soulever une question d'ordre et le président ou la présidente prend immédiatement une décision. Tout représentant peut en appeler au Comité de la décision du président et le débat sur une question d'ordre est réglé par la procédure prévue à la Règle 32. La décision du président est maintenue à moins qu'elle ne soit infirmée à la majorité des voix exprimées. Une représentante ou un représentant qui soulève une question d'ordre ne peut prendre la parole que sur cette question et non sur le fond de la question qui était débattue au moment où il a soulevé cette question d'ordre.

Règle 30*Limitation de temps accordé aux orateurs ou oratrices*

Le président ou la présidente peut limiter le temps accordé à chaque orateur ou oratrice, à moins que l'organe intéressé n'en décide autrement.

Règle 31*Motions et amendements*

- a) Aucune motion ni aucun amendement ne peut être discuté tant qu'il n'a pas été appuyé. Des motions et des amendements ne peuvent être proposés et appuyés que par des représentants ou représentantes d'États au sein du Comité. Toutefois, les observateurs ou observatrices peuvent présenter une proposition ou un amendement, mais semblable proposition ou amendement doit être appuyé par les représentants de deux États au sein du Comité.
- b) Aucune motion ne peut être retirée par son auteur ou autrice lorsqu'un amendement à la motion est en discussion ou a été adopté.

Règle 32*Motions de procédure*

Sous réserve des dispositions de la Règle 31 a), un représentant ou une représentante peut, à tout moment, proposer la suspension ou l'ajournement de la séance, l'ajournement du débat sur une question, le renvoi de la discussion sur une question ou la clôture du débat. Lorsque cette motion a été introduite et expliquée par son auteur ou autrice, un seul orateur ou oratrice a, en principe, le droit de prendre la parole pour la combattre ; il n'y aura pas d'autres interventions pour l'appuyer avant le vote. Des interventions complémentaires sur la motion peuvent être autorisées à la discrétion du président ou de la présidente qui décide l'ordre de priorité.

Règle 33*Ordre de priorité des motions de procédure*

Les motions suivantes bénéficient, dans l'ordre suivant, de la priorité sur toutes les autres motions :

- a) suspension de la séance ;
- b) ajournement de la séance ;
- c) ajournement du débat sur une question ;
- d) renvoi de la discussion sur une question ;
- e) clôture du débat sur une question.

Règle 34*Réouverture du débat*

La réouverture du débat sur une question tranchée pendant la session en cours exige la majorité des deux tiers des voix exprimées. La réouverture du débat sur une question déjà tranchée par un vote au cours d'une session précédente exige la majorité des voix exprimées. Le droit de prendre la parole sur une motion de réouverture du débat n'est accordé, en principe, qu'à l'auteur ou autrice et à une personne adverse de la motion, ensuite la motion est immédiatement mise aux voix. Des interventions complémentaires sur la motion peuvent être autorisées à la discrétion du président ou de la présidente qui décide l'ordre de priorité. Les interventions sur la motion doivent se limiter, quant au fond, aux questions ayant un rapport direct avec les motifs de la réouverture du débat.

Règle 35*Délibérations au sein des sous-comités et groupes de travail*

Nonobstant les dispositions du présent règlement, les sous-comités et les groupes de travail peuvent conduire leurs délibérations sans formalités.

SECTION VIII — VOTE

Règle 36*Droit de vote*

Chaque État contractant dûment représenté a une voix au sein du Comité. Les observateurs ou observatrices n'ont pas le droit de voter.

Règle 37*Droit de vote du président ou de la présidente*

Sous réserve des dispositions de la Règle 36, le président ou la présidente du Comité ou d'un de ses sous-comités ou groupes de travail a le droit de voter pour l'État qu'il ou elle représente.

Règle 38*Majorité*

Sauf disposition contraire au présent Règlement, les décisions sont prises à la majorité des votes exprimés. Une abstention n'est pas considérée comme un vote.

Règle 39*Vote*

Le vote a lieu, en principe, verbalement, à main levée ou par assis et levé. Dans les séances du Comité, le vote a lieu par appel nominal si les représentants de deux États le demandent. Le vote ou l'abstention de chaque État contractant participant à l'appel nominal est consigné au procès-verbal.

Règle 40*Vote sur les motions*

Si le représentant ou la représentante d'un État le demande et sauf décision contraire du Comité, une motion est mise aux voix paragraphe par paragraphe. Un vote final a lieu sur l'ensemble de la motion adoptée paragraphe par paragraphe.

Règle 41*Vote sur les amendements*

Tout amendement à une motion est mis aux voix avant celle-ci. Lorsque plusieurs amendements à une

motion sont proposés, le vote a lieu d'abord sur l'amendement qui s'écarte le plus de la motion, ensuite sur l'amendement qui, après celui-ci, s'en écarte le plus, et ainsi de suite. Le président ou la présidente décide si une proposition d'amendement constitue par sa nature un amendement à la motion ou si elle doit être considérée comme une variante ou une motion de remplacement.

Règle 42

*Vote sur les motions proposées à titre de variante
ou de motion de remplacement*

Sauf décision contraire de l'organe en cause, les motions proposant une variante ou constituant une motion de remplacement sont mises aux voix dans l'ordre dans lequel elles ont été proposées, après décision sur la motion initiale dont elles constituent une variante ou une motion de remplacement. D'après le vote sur les motions principales et les amendements à ces motions, le président ou la présidente décide s'il est nécessaire de voter sur les motions proposant une variante ou constituant une motion de remplacement. Sa décision peut être infirmée à la majorité des voix exprimées.

Règle 43

Égalité des voix

En cas d'égalité des voix, il est procédé à un deuxième tour de scrutin sur la motion au cours de la séance suivante, à moins que le Comité ne décide que le deuxième tour devra avoir lieu au cours de la même séance. S'il n'y a pas de majorité en faveur de la motion au cours du deuxième tour, la motion est considérée comme rejetée.

SECTION IX — LANGUES

Règle 44

- a) Les documents du Comité, y compris les textes des projets de conventions, les recommandations, résolutions et décisions sont rédigés et distribués en français, en anglais, en arabe, en chinois, en espagnol et en russe.
- b) Les langues française, anglaise, arabe, chinoise, espagnole et russe sont employées au cours des débats du Comité, des sous-comités et groupes de travail. Les interventions faites dans une des six langues, sont interprétées dans les cinq autres langues, sauf renonciation de tous les intéressés.

SECTION X — PROCÈS-VERBAUX ET RAPPORTS

Règle 45

Procès-verbaux des délibérations

Sous réserve des dispositions de la Règle 46, les procès-verbaux des séances du Comité sont préparés par le Secrétariat et approuvés par le Comité, à moins que le Comité ne décide que les procès-verbaux ne doivent pas être rédigés pour une séance ou partie de séance particulière.

Règle 46

Rapport sur les sessions

Le Comité présente au Conseil un rapport sur les travaux accomplis au cours de chaque session.

SECTION XI — AMENDEMENTS AU RÈGLEMENT

Règle 47

- a) Sous réserve des dispositions de sa Constitution, le Comité peut au cours de toute session apporter à son Règlement les amendements considérés comme nécessaires ou appropriés.
- b) Tout amendement proposé ne figurant pas à l'ordre du jour proposé, soumis conformément à la Règle 10, ne peut être adopté que par un vote des deux tiers des États contractants dûment représentés à la session.

— FIN —